

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :  
Pass. de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

	1 an.	3 mois.	6 mois.
Paris. . . . .	24	12	7
Départements. . .	36	18	10
Etranger. . . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.  
Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.  
Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.  
DROIT AU TRAVAIL.

## AVIS.

**Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.**

### APPEL AUX RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES.

La Commune de Paris est momentanément ruinée.

On garde ce qui peut avoir échappé au ravage de nos bureaux.

Notre imprimeur ordinaire nous a refusé ses presses.

On nous dispute notre titre.

Mille menaces nous poursuivent.

Au milieu de tant de difficultés, de soins, d'ennuis, la Commune de Paris continue sa mission ; elle ne périra pas !

Au nom des principes que nous soutenons, et que chacun connaît, au nom de la démocratie pure dont Sobrier est le véritable représentant, au nom de la République en péril, nous conjurons nos amis connus et inconnus de venir à notre aide en ce moment suprême.

Des listes d'abonnement sont préparées dans les bureaux de la Commune, et nous faisons appel à toutes les sympathies démocratiques.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis et signés qui lui seront communiqués dans le but d'aider à la publication de la BIOGRAPHIE des représentants à l'Assemblée nationale.

Les notes que nous avons recueillies ayant été brûlées ou dispersées dans le pillage qui a eu lieu le 15 mai dans les bureaux du journal. — Nous faisons appel au patriotisme des bons citoyens pour nous aider à commencer prochainement cette publication.

### Le pouvoir et la réaction.

Ce qui se passe sous nos yeux révèle l'intervention d'un dessein supérieur et providentiel ; les républicains, dits modérés, ont flatté la réaction, la réaction les emportera.

Parvenus du National, vous avez systématiquement écarté les hommes capables, les hommes de cœur qui avaient sacrifié leur existence dans les prisons au service de la démocratie ; vous avez voulu faire une République sans républicains ; vous avez tendu la main aux hommes de la veille, aux soi-disant convertis ; par esprit de petite église et de coterie, vous avez soufflé sur toutes les lumières du parti démocratique, dont l'éclat vous importunait ; eh ! bien, Dieu est juste, vous deviendrez les premières victimes de l'alliance adultère que vous avez conclue avec la bourgeoisie monarchique.

Vous avez employé votre influence, depuis le 24 février, à repousser de la tribune nationale les voix éloquentes et sévères, qui auraient dénoncé au pays les manœuvres de la contre-révolution ; vous avez renié vos frères de la veille, ceux qui avaient combattu de la plume et du fusil pour renverser la royauté de Louis-Philippe ; vous n'avez fait aucune position morale aux hommes que le

peuple aimait pour leurs souffrances : — je me trompe, vous venez de leur donner une place au donjon de Vincennes.

Les réacteurs vous regardaient faire avec enthousiasme ; ils étaient étourdis, charmés de ce qu'ils nommaient, par flatterie, votre sagesse et votre modération ; vous vous êtes crus leurs alliés, vous étiez leurs dupes. Aujourd'hui, ces mêmes bourgeois royalistes ont la main sur vous ; vous n'échapperez point à leurs complots habiles, à leur surveillance voilée ; ils vous tiennent. Je ne vous donne pas six semaines d'existence au pouvoir. Vous avez semé la discorde entre les républicains socialistes ; vous avez pris conseil de la peur et de l'intérêt personnel pour assurer votre passage aux affaires ; je vous prédis que ce passage sera court. Vous n'emporterez dans votre chute que le sentiment public de votre impuissance et de votre inutilité.

Déjà vous êtes débordés par ce ruisseau fangeux de la réaction que vous avez lâché avec violence contre les républicains de la veille. Les hommes du lendemain vous demandent un crime ; aurez-vous la faiblesse ou la lâcheté de le commettre ? Il vous demandent d'exécuter la démocratie sur la personne de ses chefs.

Le parti qui tremblait le lendemain de la Révolution, s'est enhardi de la faiblesse et de la pusillanimité de nos gouvernants ; menacé, il menace à son tour. La fureur de ces modérés ne connaît plus de bornes. Audacieux par égoïsme et par peur, les voilà qui demandent le rétablissement de l'échafaud. Les baïonnettes aveugles ne leur suffisent plus ; il leur faut des couteaux sanglants. — Et voilà les hommes qui nous appellent des coupeurs de têtes !..

O terroristes de la modération, vous nous feriez rire, si vous ne nous faisiez pitié. Nous bravons, nous plaignons même votre atroce délire. Vous êtes des fous dangereux, que nous voudrions garantir contre vos propres excès. Celui qui touche au glaive périra par le glaive. L'échafaud que vous voulez dresser se retournera contre vous. Vous aimez la hache ; elle s'échappera furieuse et coupera le poing du bourreau.

Hé bien, nous sommes plus généreux que vous, nous autres buveurs de sang. Si demain vous rétablissiez la peine de mort, et qu'après-demain nous arrivions au succès de notre cause, le premier acte de notre victoire serait de brûler la guillotine.

De telles révélations sont bien tristes ; elles doivent tomber pesamment comme un remords sur la conscience des citoyens égarés qui ont suivi les tambours de la garde bourgeoise. Voilà donc où on les conduisait ! Qu'ils réfléchissent à cette heure, et qu'ils tremblent devant les noirs projets auxquels ils se sont associés par entraînement. On a surpris leur bonne foi, leur religion ; des forcénés leur ont fait croire que leur boutique était menacée ; hé, mon Dieu, les assassins et les voleurs marchaient sous la bannière de l'ordre. Nous le voyons bien par les actes de pillage qui ont été commis ; nous le voyons par les fruits sanglants qu'ils veulent cueillir de leur prétendue victoire.

Qui souffrira le plus de ces violences de la réaction ? Le pouvoir ou la démocratie ?

tion ? Le pouvoir ou la démocratie ?

La démocratie n'en est point à craindre la persécution ; elle l'a défiée sous toutes les formes ; elle la défie encore. Une idée ne périt point dans le sang de ses défenseurs ; elle s'y féconde. Plus on nous imposera de sacrifices, plus on nous entassera dans les geôles, plus on nous insultera dans les rues et dans les feuilles publiques, plus le jour de notre avènement sera proche. Les hommes de foi ne se laissent point ébranler pour si peu ; la voûte du cachot ne les empêche point de voir le ciel de l'avenir.

Mais, pour les hommes du pouvoir actuel, chaque coup qu'on dirige contre les démocrates mine leur édifice démantelé. La défaveur remontera bientôt jusqu'à eux. Les réacteurs se sont servis des républicains pour frapper les démocrates ; ils se chargeront d'immoler eux-mêmes les républicains. Croyez-moi, l'heure de cette seconde exécution sonnera bientôt. Et ce sera justice, et nous qui les verrons tomber, nous leur dirons : « Vous avez sacrifié le principe ; portez maintenant la peine de vos lâches concessions et de votre impardonnable alliance avec les ennemis du peuple ! »

### La chambre des morts.

Le 15 mai, deux cent cinquante mille hommes sont allés demander à l'Assemblée nationale la délivrance de la Pologne, aux cris de : « Vive la Pologne ! Vive la République démocratique ! »

Hier, 23 mai, la chambre a fait sa réponse.

Un nom polonais, point un Polonais, s'est levé et a dit :

— « Au nom de la liberté, que la Pologne soit libre !... NÉGOCIATIONS ! »

Les députés Vavin et Sarrans se sont écriés : — « Faisons une déclaration pacifique ! »

Guichard a répliqué : — « Occupons-nous de nos affaires particulières ! »

Un Bonaparte est venu dire : — « Restons tranquilles. » — Et Lamartine a conclu.

Il a dit :

« La paix ne sera établie entre la France et les cabinets de Vienne et de Berlin qu'à la condition d'une Pologne indépendante. Mais la paix ne sera jamais violée entre lesdites puissances, parce que toute notre politique est de conclure une alliance offensive et défensive avec les Puissances qui ont une puissance quelconque, et non pas avec les nations impuissantes et terrassées ! »

Voilà la politique finale de la Révolution entre les mains des hommes du jour ! Voilà la pensée secrète de l'Assemblée dite nationale, de cette Chambre qui se dit l'expression des sentiments de la France et de Paris tout entiers !

La France accepte-t-elle cette déclaration ignominieuse ? Les deux cent cinquante mille citoyens qui se sont levés le 15 au cri sympathique de : « Vive la Pologne ! » Laisseront-ils égorger les derniers enfants de cette France du Nord ?

Non, non ! nous tomberons tous au champ d'honneur de la liberté, plutôt que d'accepter une pareille désertion !

Les Slaves séparés en mille tronçons, il y a treize siècles, essaient de se reconnaître et de se retrouver ; toute une famille humaine se cherche et s'appelle. La France prendra par la main et réunira tous ces fils égarés d'une même race !



Une révolution démocratique commence sur la double rive de la Vistule; la révolution française, vieille déjà de soixante ans, protégera son premier enfant.

On entend crier dans les brumes du nord : « Vive la République ! » Nous irons crier : « Vive la République ! » au delà de Moscou, cette fois !

La révolution marche en avant, nous la suivons; tous ceux qui restent en arrière, ne sont plus de ce monde.

Est-elle donc du monde des vivants, cette Assemblée nationale, qui, tandis que tous les cœurs palpitent autour d'elle, reste froide et immobile ?

Elle est morte dans l'histoire humaine,

Morte dans le droit social,

Morte dans l'amour national,

Morte, cœur et tête !

Où ! c'est un cadavre ! !

Ah ! le peuple l'a bien senti, le 15 mai, quand, dans son ardeur révolutionnaire, il rôdait autour d'elle. S'il n'y a pas touché, croyez-le, c'est qu'il en a eu compassion et regret; c'est qu'il a cédé à la religion des morts !

#### La vérité sur la journée du 15 mai.

Plusieurs journaux, une grande partie de la population s'obstinent à considérer les événements du 15 mai comme le résultat d'un complot, la manifestation, comme un piège tendu à la bonne foi du peuple.

C'est une grave erreur, que dans l'intérêt de la vérité, je dois essayer de dissiper : mieux qu'un autre, je le puis, car je suis un des auteurs de cette manifestation, et je viens, en mon nom, et au nom des citoyens en faisant partie, protester de la sincérité de nos intentions pacifiques.

Je dois surtout justifier Huber, qui, comme président du comité centralisateur, s'opposa de tous ses efforts, à ce qu'on fit perdre à la démonstration en faveur de la Pologne son caractère pacifique.

Comme délégué, je me trouvais près d'Huber, lorsque, malgré ses supplications, la foule renversa la garde mobile qui barrait le passage du pont de la Révolution, puis entra dans l'Assemblée. Cette violation n'eût pas eu lieu, si les soldats avaient laissé passer les délégués. L'ordre qu'ils en avaient reçu fut mal compris, et la foule, qui s'était arrêtée sur la place de la Révolution, s'irrita de la résistance opposée au passage de quelques citoyens, voulant LÉGALEMENT déposer une pétition entre les mains des Représentants.

Ainsi, si cette manifestation devint hostile, la faute en est aux commandants, refusant de laisser passer les délégués, malgré les ordres reçus; si l'Assemblée fut dissoute un moment, la faute en est aux Représentants, qui se retirèrent devant la voix d'un citoyen, et n'eurent plus le courage de protester.

Aujourd'hui, ils font dégrader, arrêter les chefs des troupes, qui ont un moment hésité à la nouvelle de la dissolution; les Représentants oublient donc qu'eux-mêmes ont donné l'exemple de l'hésitation; de la peur.

Du reste, le général Courtais n'a-t-il pas aidé M. Crémieux à reconstituer l'Assemblée ?

Le colonel Rey n'a-t-il pas bravement défendu l'entrée de l'Hôtel-de-Ville, en se mettant à cheval sur la grille, et disant qu'on lui passerait sur le corps ? mais la foule enfensa une autre porte, et cette foule de trois ou quatre mille hommes sans armes agissait ainsi en présence de dix mille gardes nationaux qui n'essayèrent même pas de s'y opposer.

Ceux qui connaissent Huber savent qu'il est impossible de révoquer en doute sa bonne foi, il est positif, et je donnerai les preuves quand il le faudra, que Huber et Barbès espéraient que l'on ne porterait pas atteinte à la dignité de l'Assemblée nationale.

Barbès a obéi à un mouvement spontané provoqué par la foule, par l'inactivité de l'Assemblée depuis sa constitution, et par son hésitation à aborder les questions importantes dont la solution pouvait seule empêcher cette démonstration.

Louis Blanc, Albert, furent pris par la foule comme un drapeau, portés en triomphe, malgré eux; Albert fut entraîné à l'Hôtel-de-Ville.

Évidemment, ceux qui accusent ces citoyens, sont, ou des ennemis de mauvaise foi, ou des hommes obéissant à un esprit de prévention.

Quant à moi, témoin actif de ces événements, je dirai tout ce que je sais, je justifierai les citoyens injustement accusés et ceux qui ont été un moment égarés par l'exaltation de leurs sen-

timents patriotiques.

Je n'agirai pas en homme de parti, mais en ami de la vérité.

Détenu pendant deux jours au château de Vincennes, au nom de tous mes compagnons, je remercie le citoyen Guibert (je crois), capitaine de la garde nationale de Vincennes, et ancien détenu politique, des efforts qu'il fit pour améliorer notre courte captivité.

Le *Moniteur* dit que des citoyens des clubs ont demandé deux heures de pillage, le fait est entièrement faux.

DELBROUCK, délégué au comité centralisateur.

#### Exploits de la garde bourgeoise.

La caserne de la rue Saint-Victor, qui était occupée par les Montagnards, a été livrée au pillage aussitôt que tous ceux-ci l'ont eu évacuée sans la moindre résistance. La cantine a été envahie, les liqueurs bues (en pareille circonstance il est permis d'avoir soif, soif de vin et de honte). Le total des valeurs perdues s'élève à 276 fr. 65 c.

La cantine est occupée aujourd'hui par un ancien garde municipal, qui l'habitait sous le règne de Louis-Philippe.

Voilà la récompense de tous ceux qui ont lutté pour le renversement de la monarchie, le dédain, l'oubli et la pauvreté. Évidemment tout va bien dans le meilleur des mondes possibles.

On peut comparer cette manière d'agir à la conduite régulière, énergique et dévouée des Montagnards, sur lesquels on a déversé tant de calomnies pour égarer l'opinion publique.

La garde bourgeoise qui a envahi le domicile de Sobrier avait fait main basse sur les cuillères et les fourchettes. Ce n'était pas de l'argenterie, la garde bourgeoise s'est hâtée de les envoyer à son capitaine. Notre impartialité nous fait un devoir d'enregistrer cet acte de haute probité.

#### Simple questions.

Le citoyen ministre de l'intérieur pourrait-il nous dire jusqu'à quand la police républicaine détiendra notre linge, nos bijoux, nos livres, etc., si toutefois ces objets n'ont pas disparu dans la dévastation dont la maison, rue Rivoli, 16, a été le théâtre ? Cet acte de spoliation sauvage, commis par la garde bourgeoise, rappelle exactement les us et coutumes des naturels des mers du Sud. Rien n'y manque, ni l'escalade, ni l'effraction, ni les menaces, ni les vips livrés à l'avidité des gosiers altérés. La manière courtoise dont le personnel de la Commune a été conduit de poste en poste, fait grand honneur à ces caractères chevaleresques. Nous laissons à nos concitoyens le soin de les apprécier et à l'impartiale histoire celui de les placer à côté des exploits accomplis par les bandes de Wallenstein ou du comte de Bourbon. En plein 19<sup>e</sup> siècle, elles méritent une attention spéciale et donneront lieu à des études curieuses sur la constitution cérébrale de ces hommes qui se disent les détenteurs du progrès et de la civilisation.

Quant à nous, nous nous bornerons à demander des dommages-intérêts.

#### République universelle.

Vienne a relevé ses barricades; l'empereur est en fuite... Un pas de plus, et la République est proclamée en Allemagne.

Naples, de son côté, s'est réveillée; elle a enfin compris que l'avenir est dans les peuples, et non plus dans les rois.

Ainsi, malgré notre torpeur, malgré les réactions monarchiques qui nous travaillent, le cri poussé sur les barricades parisiennes retentit encore en Europe. Les populations suivent cette impulsion vigoureuse que la France leur a donnée le 24 février.

Resterons-nous donc toujours dans la même situation, arrêtés dans notre marche ascendante et prêts même à rétrograder ? — Ce n'est pas ce que l'Europe attend de nous, ce n'est pas ce que la France doit à sa Révolution. — Que les hommes qui nous gouvernent le veuillent ou non, il faut que la grande nation suive sa voie. Dieu le veut, puisque Dieu suggère aux peuples voisins ces nobles élans qui renversent les trônes, et mettent en fuite les empereurs.

Citoyens ministres, écoutez donc ce sublime enseignement. Vous pouvez par la force arrêter une manifestation populaire; mais vous devrez toujours suivre ce que vous dit le peuple, ou vous n'êtes pas républicains.

L'Europe a fait un pas en avant; depuis six sé-

maines vous reculez. — Elle va à la République; vous, à la monarchie.

Il faudra bien cependant que vous interveniez tôt ou tard. — Vous ne voulez pas d'intervention armée; eh bien ! votre intervention pacifique ne peut être que celle-ci : convoquer un grand congrès des peuples.

La diplomatie de peuple à cabinet est un contre-sens aujourd'hui. — Le peuple ne traite que d'égal à égal. Il ne reconnaît d'autre souverain que lui. Vous, ses commis, en reconnaitriez-vous d'autres, quand le vent des révolutions ébranle et renverse tous les trônes ?

Ministres de la France républicaine, réfléchissez !

#### Correspondance.

Nous recevons la lettre suivante; c'est un devoir rigoureux pour nous de la publier à l'ins-tant. Le style, la pensée sont d'un homme de cœur et de talent, d'un véritable ouvrier, expérimenté et instruit.

Aux citoyens rédacteurs de la Commune de Paris.

Citoyens,

Je vous prie d'insérer cette lettre dans votre journal, qui a seul les sympathies des ouvriers.

AUX OUVRIERS.

Frères,

Comment se fait-il que vous ayez poussé des cris de mort contre vos frères, les premiers républicains de la patrie ?

Oui, les premiers républicains; ceux qui ont tant de fois, sous le règne dernier, sacrifié leur avenir, leur fortune, leur vie, pour la sainte et légitime cause républicaine, pour vos libertés et l'amélioration de votre sort !

Qui vous souffle ces cris : « A bas tel ou tel ? » et « vive la République ! » cris étranges de « vive la République ! » et « à bas les républicains ! »

Ah ! rien qu'un pas de plus et c'est la ruine de la République nouvelle !

Ces ouvriers qui assistaient à la manifestation du 15 mai, ne laissez pas dire qu'ils sont des factieux, des anarchistes, des hommes sanguinaires : ce sont eux qui ont aboli la peine de mort sur les barricades du 24 !

Enfin, dites-moi, frères, qu'est-ce qui est plus sanguinaire et plus 93, de la manifestation pacifique des ouvriers, le 15 mai au matin, ou des arrestations, des violations, du pillage commis le soir par les bourgeois ?

Et que doit-on penser du sac de l'hôtel du bon et généreux Sobrier, notre frère à tous, où les meubles ont été brisés, les papiers brûlés, les effets pillés, l'argent volé ?

Les voilà ces hommes qui, le 24, se promenaient dans les rues sans combattre, mornes et silencieux !

Non, frères, vous n'agissez pas en connaissance de cause.

Réfléchissez donc et croyez que c'est contre vous-même que vous marchez.

Je ne suis ni un factieux, ni un brouillon, ni un homme sanguinaire; je suis un ouvrier comme vous, votre frère, votre véritable ami.

Salut et fraternité,

HUNEX, ouvrier.

#### Faits divers.

— On a commencé à payer aux représentants du peuple l'indemnité pour les quinze jours de mai, à la caisse de l'Assemblée. On paie par série.

— On assure que le chemin du Nord vient d'être mis sous séquestre.

— M. le préfet de police recevra tous les jours, de midi à une heure, les dimanches et jours de fête exceptés.

#### Avis.

Le comité d'agriculture, fondé par le citoyen Sobrier, n'a pas été emporté dans la tourmente. Nous nous occupons très activement de le reconstituer, et nous espérons que tous les membres voudront encore se réunir à nous pour atteindre le but que nous nous étions proposé.

Tous les renseignements sont reçus aux bureaux du journal. — *Affranchir.*

Pour le comité,

A. PEYRET, secrétaire.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Gosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.